



Syndicat Pénitentiaire des Surveillant(e)s - C.E.A.



Combien de drames faudra-t-il encore pour que l'on nous écoute ?

27 janvier 2025 – CHÂTEAUDUN

Un détenu classé "escorte 3" débarque : un profil explosif, Ultra-sensible, Ultra-dangereux. Et là, plutôt que d'attendre les renforts FSI, on envoie 9 agents ELSP seuls.

Pourquoi ? Parce que les ESR ne sont pas encore déployés. Donc on fait sans. Comme si l'impréparation devenait une excuse officielle. C'est dangereux, c'est absurde, et c'est révélateur d'une gestion incompétente. On joue avec la vie des agents. On fait du bricolage sécuritaire. Et tout ça, avec une nonchalance coupable. Un pas de plus vers un nouveau drame, vers un nouveau Incarville.

26 février – CHÂTEAUDUN (encore)

Même détenu. Même absurdité. Même aveuglement. Cette fois, il refuse une fouille intégrale. Il passe à l'acte. Il agresse. Il brise un collègue.

Et l'administration ? Toujours silencieuse. Toujours absente. Elle attend quoi ? Qu'un agent y laisse sa peau pour reconnaître que ce détenu représente un vrai danger ? Le sang d'un collègue ne suffit donc pas à faire appliquer les règles ?

16 avril – TRANSFERT À SARAN

Cette fois, miracle : on sort la panoplie complète. 2 motards. 3 véhicules de gendarmerie. 4 agents ELSP.

Pourquoi tant de moyens d'un coup ? Parce qu'il y a eu un mandat de dépôt. Parce qu'il y a eu un procès. Une agression reconnue. Parce qu'il faut que ça pète pour qu'ils réagissent. Et encore, on parle d'un détenu déjà identifié comme dangereux depuis janvier. Trois mois de retard. Trois mois d'aveuglement. Trois mois de mise en danger.

17 avril – RETOUR À CHÂTEAUDUN (toujours lui)

Le lendemain. Le choc. L'insulte. Retour à Châteaudun avec seulement 6 agents.

Pourquoi ? Parce qu'il serait "incompatible avec un autre détenu". Alors on improvise. On baisse le niveau de sécurité. On "oublie" qu'il est escorte 3. On fait comme si rien ne s'était passé. Le même détenu. La même menace. Mais une réponse plus légère. Pourquoi ? Pour que le transfert rentre dans une logique de planning. Voilà où on en est : la sécurité sacrifiée sur l'autel de la logistique. Et l'agent agressé dans tout ça ? Mis de côté. Aucune mesure de protection. Aucune reconnaissance officielle. Et cerise sur le cercueil : le détenu connaît désormais son identité. Parce qu'il a comparu. Parce qu'il l'a vu. Parce qu'on l'a laissé faire.

Et on renvoie ce détenu... au même endroit. Dans la même structure. Là où il a agressé. Là où il peut recommencer. C'est quoi, le message ? Que l'administration soit prête à exposer sciemment un agent pour que son système tienne debout ? Ce n'est plus de l'inconscience. C'est de la complicité passive. Le SPS-CEA ne se taira pas. Nous refusons cette logique du sacrifice discret. Nous ne négocions pas la sécurité. Nous n'adaptions pas les niveaux d'escorte selon les calendriers. Nous ne remettons pas un détenu violent au contact de sa victime.

Et maintenant, posez-vous la seule vraie question : Vous attendez quoi ? Un nouveau drame ? Incarville ça vous parle ? C'était également de l'auto renfort improvisé. Quelles leçons en tirez-vous ?! AUCUNE !!!

Parce que si ça arrive, ce ne sera pas un accident. Ce sera une conséquence directe de décisions prises en toute connaissance de cause. Et ce jour-là, ne faudra pas venir pleurer. Faudra assumer. Le SPS – CEA sera pour vous mettra face à vos agissements et vos responsabilisées. Le SPS – CEA souhaite la de ses pratiques déviantes et bricolées d'auto renfort. Si un agent est blessé ou pire, leur sang sera sur les mains des décideurs de tels agissements.

Le bureau local, le 25/04/2025.